

LIVRES

Violences tous azimuts

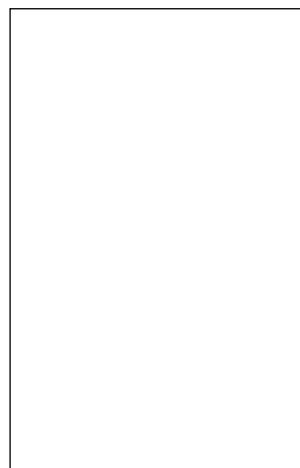
Changements dans la violence Yves Michaud	La cerise sur le béton Vincent Cespedes	Violence : les racines du mal Lucienne Bui Trong
Odile Jacob, 2002, 288 p., 22 €	Flammarion, 2002, 343 p., 19 €	Le Relié, 2002, 122 p., 10 €

► L'opinion est unanime, les violences prennent des proportions inacceptables. Toutes les violences. Des plus anodines, on parle alors d'incivilités, aux plus monstrueuses, les homicides, les viols et bien sûr les attentats, à commencer par ce "11 Septembre". De plus, comme chante le poète, "tout fout le camp" : l'autorité est bafouée, la justice encombrée patine, les valeurs sont flouées à qui mieux mieux, la famille se délite, l'école prend des allures de défouloir, les législateurs légifèrent à tire-larigot et paralysent les institutions chargées de la répression... Et comme si cela ne suffisait pas, force est de constater que ce que l'on qualifie plus ou moins pompeusement d'individualisme contemporain était, hier, tout simplement taxé d'égoïsme. Un chacun pour soi qui a tôt fait de transformer notre belle et si vertueuse société, présentée au monde comme un modèle universel, en une jungle où tous les coups sont permis pour se faire sa petite place au soleil. Cette "impression" générale nous est servie à longueur de colonnes et de journaux télévisés. Tout cela

n'est pas totalement faux. Tout cela n'est pas non plus totalement vrai. Qu'importe d'ailleurs, ce qui compte n'est pas le diagnostic – y a-t-il aujourd'hui plus ou moins d'actes violents et de délinquance qu'hier ? – mais le sens, la grille de lecture qui permet à chacun de comprendre cette violence et peut-être d'influer sur ses mécanismes générateurs.

De ce point de vue, Yves Michaud, philosophe et universitaire est le plus innovant. Rompant avec une tradition philosophique occidentale réticente à traiter de la violence et avec *"une vision gnan-gnan de l'humanité"*, il pose tout de go que la violence est consubstantielle à l'homme. Il invite ce faisant à penser l'homme non pas à partir du vivant, de Dieu, de la raison ou du droit mais à partir de la violence. Dès lors, le problème n'est pas seulement de savoir s'il y a aujourd'hui plus ou moins de violence : il y en a toujours eu, il y en a (peut-être même moins d'ailleurs) et il y en aura toujours. Mais le problème résulte aussi de la perception que nous en avons. Ainsi, la violence ne changerait

pas, seule son évaluation serait variable en fonction des sociétés et des époques. Dans ce rapport complexe – au sens défini par Edgar Morin – entre la violence comme fait et la violence comme concept, les médias occupent une place inédite en ouvrant sur une "mondialisation médiatique instantanée" des actes violents. Pour Yves Michaud, les médias ne sont nullement vecteurs de violences, bien au contraire, en "l'esthétisant" ils ne donnent à voir que ce qui est montrable à des spectateurs avides de se repaître de la noirceur de leurs semblables.



L'extraordinaire aujourd'hui, tant au niveau international que national, tient à la fois à la croissance des moyens de contrôle de cette violence (forces spécialisées, moyens pharmacologiques, médiatisation sociale, dérivatifs sportifs et loisirs), doublée d'une multiplication cacophonique des réflexions à son sujet et, de manière concomitante, paradoxale, à la montée de l'incertitude. Tout devrait aller pour le mieux dans notre univers sécurisé, et pourtant le malaise va croissant, exigeant toujours plus de technologies, toujours plus de contrôles, toujours plus de contraintes étouffantes.

Pour comprendre cette situation, il faut en passer par un retour à l'humain, c'est-à-dire à l'émotion, à la passion, aux sentiments. Pour des raisons qui tiennent à l'impératif humanitaire, ce que l'auteur nomme "*le sentiment de bienveillance universelle*", la



nouveauté historique est cette "*condamnation morale, de principe, de la violence*". La violence ce n'est pas bien. Cette volonté de faire le bien, cette bienveillance, conditionnent tout un chacun à ne percevoir les affaires du monde que sous l'unique angle de la morale et, partant, à manifester de "*l'indulgence*", de la "*compassion ou de la pitié*" aux pires des criminels pour peu qu'ils acceptent de se plier à la mascarade de la moralité.

"*La phobie de la violence*" gagne même les professionnels de son usage : militaires, policiers, agents de sécurité. N'en déplaisent aux va-t-en-guerre (eux-mêmes de plus en plus prudents), le sens du sacrifice et du devoir envers la nation a du plomb dans l'aile. Il est miné par le confort et la sécurité de nos sociétés, sans cesse travaillé par l'amélioration des moyens et des compétences techniques, déstabilisé par cette triviale et humaine

peur de la mort qui, parce que la vie a un autre prix, prend aussi une autre dimension. Comme l'écrit l'auteur, "*les valeurs de la professionnalisation ne sont pas celles de l'héroïsme*". Alors, tandis que montent des commissariats et des gendarmeries des revendications à exercer des "*métiers normaux*", se multiplient les réticences des politiques face aux engagements risqués (il faut minimiser les pertes), et la judiciarisation des conflits. Cependant, la violence est

là. On peut, armé d'une "*bonne conscience technicienne*", la "*tenir en respect*", la "*contenir*", "*l'isoler*", la "*confiner*" et l'"*euphémiser*". Tout cela existe et pourrait bien se développer. Les manifestations de cette attitude sont nombreuses, aussi bien dans le cadre des relations internationales, que dans le cadre national ou au niveau individuel. Cela porte un nom : le repli sur soi. "*C'est vivable mais déprimant.*" Ce n'est pas l'attitude que prône Yves Michaud, qui préfère opter pour la restauration de "*la force de la règle*" : le droit doit être appliqué, y compris par la répression et une "*exemplarité visible*", l'impunité doit être bannie quelles qu'en soient les raisons. Pour ce faire il faut mettre un bémol à cette "*bienveillance et à la compassion humanitaire qui favorisent une indulgence et une tolérance sources de laisser-faire aux dépens de la sûreté*".

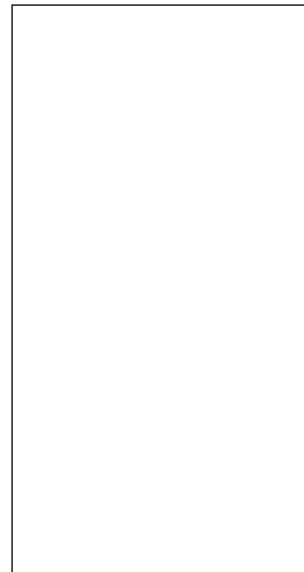
C'est à une tout autre lecture qu'invite Vincent Cespedes, lui aussi professeur de philosophie "*dans un lycée en zone sensible*" comme le précise l'éditeur. Si, dans son style décapant, et parfois fatigant, il rejoint certaines analyses et conclusions du précédent ouvrage (incohérence des mesures, nécessité de la sanction...), il s'en démarque en faisant de la violence la résultante de "*la globalisation néolibérale*". Ses conséquences : déshumanisation des rapports ; avènement de "*démocraties-marchés*" et de régimes ploutocratiques où "*l'argent explique, dirige, affirme*,

impose ; *“marchandisation de l’Être*” ; primat de l’Avoir sur l’Être... Il y a aussi ce que l’auteur nomme l’*“hamstérisation”* de la jeunesse, ou les ravages d’une culture de masse présentée comme un mélange détonant d’américanisation, de manipulation mentale par la publicité et la télévision, d’idéologie consumériste et d’abrutissement par le culte des nouvelles technologies (la *“cybermeute”*). Ici, les médias ne sont pas épargnés, qui en médiatisant les violences impunies, *“loin de les congédier, les entérinent et leur donnent droit de cité”*. L’école non plus, où se pratiquerait la ségrégation en faveur des élèves nantis, des *“Français d’origine française”* et *“blancs”*. Ajoutons à cette liste non exhaustive *“le complexe de Brazzaville”* du Français moyen, *“qui peine à considérer Mourad ou Fatou instantanément comme d’authentiques concitoyens, comme des gens pouvant prétendre au pouvoir, comme des supérieurs hiérarchiques légitimes”*.

Pourtant, prévient l’auteur : *“Si la violence peut être expliquée, rien cependant ne doit la banaliser ou en faire la légitime conséquence de l’ennui, du chômage, de l’urbanisation bâclée, de la discrimination raciale, des arrestations au faciès ou encore des téléfilms étasuniens.”* Voilà de quoi rassurer le lecteur, invité par ailleurs à *“prendre parti”*, à *“s’investir passionnément”* et à *“faire lui-même le travail de nuanciation, de rectification, de vérification”*. Car,

avec Vincent Cespedes, *“finis les théories foireuses, les perplexités désarmantes, les experts désespérants”*. Outre ce ton qui ne laisse pas indifférent et au-delà des pistes de réflexion et d’action (appel à une *“néorésistance”* qui, on l’aura compris, doit être tous azimuts, plaider en faveur d’une transformation radicale de l’Éducation nationale, de l’enseignement de la philosophie et... de l’espéranto), l’intérêt de ce livre est de fonder son analyse de la violence sur un soubassement social et de l’inscrire dans une perspective sociale et politique.

Lucienne Bui Trong, également philosophe de formation et ex-commissaire divisionnaire aux Renseignements généraux, prévient quant à elle de son intention de ne pas *“laisser le champ libre aux contempteurs de la société et de l’État”*. Contre les partisans d’un *“libéralisme libertaire”* d’un côté, et ceux d’un *“égalitarisme utopique”* de l’autre, elle revendique fermement ce dont Yves Michaud avait montré dans son livre l’obsolescence, ou à tout le moins le dépassement, à savoir : la défense de l’État-nation et l’attachement aux valeurs prônant l’héroïsme et le sens du sacrifice. C’est en leur nom que l’auteur fustige une politique pénale menée *a minima*, se plaint des privilèges exorbitants accordés aux droits de la défense, ou des sciences humaines qui répandraient l’idée de la quasi-irresponsabilité et videraient de sens la notion de faute. La France millénaire, ployant sous les assauts de la repentance



et du multiculturalisme, céderait du terrain quant à la défense de ses valeurs et de sa culture et, à l’assimilation claire et nette de ses immigrés, préférerait aujourd’hui la notion floue d’intégration. La tendance est à l’*“anarchie”*, alimentée par la négation des *“différences réelles”* (entre hommes et femmes notamment...), des *“hiérarchies naturelles”*, des *“relations d’autorité et de respect”*, à quoi il faut ajouter la non maîtrise des désirs, la publicité ou encore l’égoïsme... Le poète ne se trompait pas : *“Tout fout le camp !”*. Pour mettre un peu d’ordre, il faudrait de la poigne, revoir l’éducation des gamins (leur apprendre *“l’autodiscipline”* et *“l’amour de la loi”*), revaloriser le travail de ces *“techniciens de la sécurité”* que sont les policiers et les magistrats et les écouter davantage, pour que *“l’État assume pleinement son rôle de justicier”*.

Mustapha Harzoune

Année de l'Algérie

Aux origines de la guerre d'Algérie 1940-1945. De Mers El-Kébir aux massacres du Nord-Constantinois Annie Rey-Goldzeiguer

La Découverte, 2002, 403 p., 25 euros

► Ce n'est pas une nouveauté : pour nombre d'historiens, commentateurs et témoins, à commencer par Kateb Yacine, la guerre d'Algérie est en germe dans les massacres perpétrés par l'armée française et les milices de colons en mai 1945, contre les Algériens venus manifester à l'appel des nationalistes. Jusqu'à celui souvent présenté comme "le boucher de Sétif" – que l'auteur semble ici réhabiliter (pp. 357-358) –, le général Duval, qui prévient au lendemain du drame : *"Je vous ai donné la paix pour dix ans ; si la France ne fait rien, tout recommencera en pire et probablement de façon irrémédiable."*

Annie Rey-Goldzeiguer reconstitue par le menu le tableau d'une société et l'enchaînement des faits qui conduiront à la disparition de cette "troisième voie", portée par des hommes et des femmes membres de ce *"monde du contact"* qui, avant mais plus encore après les émeutes de 1945, seront sommés par les durs des deux communautés de choisir leur camp. Entre *"occasions manquées"* et *"incompréhension mutuelle"*, l'irréparable adviendra : le fossé entre les communautés entraînera le recours à la violence. Une démonstration parfois émaillée de répétitions qui

engraissent le texte, et d'affirmations discutables, notamment sur le succès des thèses indépendantistes violentes dans la *"masse indigène"*, ou sur la définition du terme "algérien", qu'il serait pour le militant de l'époque *"impossible de séparer d'arabe et de musulman"*.

L'auteur montre que, de 1942 à 1945, aussi bien du côté des Européens d'Algérie que des Algériens musulmans, le ressentiment, l'exaspération, la peur ou la volonté d'en découdre gagnent. Chaque camp possède ses va-t-en-guerre qui, à la veille des manifestations, complètent : la haute administration et les grands colons d'une part, les partisans de la lutte armée du PPA d'autre part.

Pour expliquer ces massacres survenus dans le Constantinois, l'auteur ne retient pas les motifs économiques (famines, misères...), ni les données géostratégiques (défaites de la France, humiliations face à la supériorité américaine), ni même une lecture politique (après le soutien à Pétain puis à Weygand, le spectacle déplorable des élites giraudistes ou gaullistes luttant pour la prise du pouvoir). Pour A. Rey-Goldzeiguer, la véritable cause de ces émeutes est sociale. À la suite des répressions des défilés orga-

nisés dans les villes (à Sétif, à Guelma...), la réaction des tribus des montagnes alentour est de descendre pour aider les manifestants algériens. *"Lorsque les structures tribales tiennent encore, la réaction première de s'armer pour partir en guerre est vite apaisée par les vieux sages du groupe qui conseillent de temporiser, de se renseigner et de calmer le jeu. Mais dans les zones où les débris de tribus ont sédimenté les campagnes depuis 1871, la désintégration empêche toute médiation."* L'auteur ajoute : *"Les prétextes politiques jouent souvent un rôle déterminant, mais servent souvent à camoufler la véritable cause qui est sociale. La société algérienne, désintégrée par la colonisation, dépossédée de ses terres, refoulée en masse vers les faubourgs et les centres coloniaux, réduite aux emplois précaires et maintenue dans un conservatisme culturel médiéval, donne naissance à une jeunesse révoltée."* Après des semaines, des mois, et

même des années marquées par la crainte et la suspicion face à la montée de comportements de plus en plus ouvertement hostiles, et à l'affirmation de plus en plus franche de revendications indépendantistes, les jeunes Européens, après mai 1945, auraient été comme libérés d'un poids oppressif. L'«abcès» que certains comploteurs, dans l'entourage même du gouverneur Chataigneau, se sont appliqués à laisser grossir et mûrir a bien été crevé par une sanglante et aveugle répression. Pour l'auteur, à la peur succède un *carpe diem* des jeunes Européens, et avec lui le camouflage d'une idéologie raciste – à tout le moins d'une politique du *statu quo* masquée

derrière la sublimation de la colonisation. Malgré la mythification d'un «*mode de vie algérien*», et l'invention d'«*une prétendue solidarité intercommunautaire*», dans les faits rien ne bouge ! Mai 1945 a laissé des plaies à vifs chez les Algériens. Le monde politique, un temps désorganisé, désemparé, divisé, va se restructurer autour des partisans de la lutte armée (donc contre les réformistes), qui imposeront d'abord à tous les militants nationalistes puis au peuple algérien leur vision et leurs méthodes. Entre 1945 et 1954, la France n'a rien fait. Tout a donc recommencé. En pire et irrémédiablement. Duval avait prévenu.

M. H.

Pour une histoire de la guerre d'Algérie

Guy Pervillé

Picard, 2002, 356 p., 33 euros

► L'Histoire, entendez cette quête d'un savoir scientifique libre de tout pouvoir, pourrait-elle être cet outil qui aiderait enfin à concrétiser le pari hasardeux – et solitaire – du général de Gaulle de placer la coopération franco-algérienne sous le sceau de l'exemplarité ? Voilà une façon d'aborder, en cette année de célébration de l'Algérie en France, le travail de l'historien Guy Pervillé, pour qui «*il est sûr, en tout cas, que la reconsidération critique du bilan de la guerre d'Algérie dans les deux pays est nécessaire*» pour l'«*assainissement*» des relations franco-algériennes. Notre professeur toulousain, auteur de nombreux livres et articles sur

ce sujet, n'a pas écrit un énième manuel de la guerre d'Algérie, ou livré du neuf à partir d'archives inédites exhumées des secrets de la République française ou de l'*omerta* des généraux algériens. L'air du temps, du moins en France et pour une partie des acteurs du drame (ou de leurs descendants), est à l'apaisement et à la réconciliation des mémoires.

Aussi, depuis le débarquement et les dix premières années de la présence française en Algérie (marquées par l'improvisation), jusqu'aux récents et médiatiques procès, en passant par le départ des pieds-noirs, et jusqu'à l'issue d'une guerre dont on ne sait toujours pas fixer la date de cessez-le-



feu, Guy Pervillé revient, point par point, sur ces douloureux sujets de controverses. Objets d'amertumes, de blessures, et de mémoires en bataille. Tout ici est passé en revue : la conquête et la «fatalité» du déclin de la colonisation, l'échec de Napoléon III, le fiasco de la politique d'assimilation des «indigènes», la société coloniale construite par la superposition de castes et de races, jusqu'à l'incapacité des derniers gouvernements de la III^e République à adopter les réformes indispensables pour répondre aux aspirations des Algériens musulmans et éviter la guerre.

Sept longues années qui, à leur tour, laisseront dans leur sillage une théorie plus longue encore de débats et de polémiques. Ainsi en va-t-il de la place de l'islam et de manière plus générale de celle des questions identitaires dans la révolution algérienne et dans la définition du futur État indépen-

dant ; du rôle et de l'origine des violences (massacres, agressions "xénophobes", dérive dictatoriale du FLN...) ; de l'occultation de la double guerre civile (entre Algériens d'une part, entre Français de l'autre) ; de la torture et de la politique de pacification (avec les criminels regroupements de plusieurs millions d'Algériens) ; des controverses pour savoir qui a gagné cette guerre (l'armée, le général de Gaulle ou le FLN ?) et de celles, interminables, sur l'action de l'"homme du 18 Juin" ; des déchirements sur les responsabilités dans l'échec des accords d'Evian et la poursuite des violences jusqu'en 1963 ; ou encore des empoignades sur le bilan chiffré de cette guerre...

Sur tous ces points de fixation s'écrasent et se heurtent des mémoires plurielles, divergentes, antagoniques. L'historien rappelle les arguments des uns et des autres, et tente souvent de crever les abcès mémoriels en maniant le scalpel de la raison critique. Si ce travail est essentiel, ce n'est pas tant pour réconcilier les uns et les autres avec un passé qui s'éloigne à petits pas, que pour permettre aux jeunes générations, et plus encore à celles de demain, de se débarrasser du remugle d'une guerre qui fait les fraternisations suspectes et les horizons bouchés. De ce point de vue, libre aux officiels algériens de se fourvoyer mais ce faisant, malheureusement et surtout, ils fourvoient leur pays dans une mémoire qui insulte le passé, ensanglante le présent et condamne l'avenir.

Depuis Mouloud Feraoun jusqu'à Boualem Sansal, les Algériens sont nombreux à ne pas être dupes, et l'historien se risque ici à quelques escapades littéraires, laissant entendre que les ratés de l'école et de la pensée en Algérie sont, comme le disaient clairement Abdelmalek Sayad ou Tahar Djaout, le plus grand échec de ce pays. En France, ce devoir de mémoire doit servir à rapprocher les Français entre eux, notamment avec ceux des leurs qui sont d'origine algérienne et avec les immigrés algériens. Selon l'auteur, "pour éviter que ces conflits de mémoires ne fassent ressurgir les anciens affrontements, les historiens peuvent jouer un rôle utile, en expliquant aux uns et aux autres pourquoi ils doivent vivre ensemble dans le même pays, pourquoi la politique d'assimilation ou d'intégration que la

République prétendait réaliser en Algérie a tragiquement échoué, et à quelles conditions elle pourrait réussir en France".

C'est cette nouvelle tâche qu'assigne G. Pervillé à l'Histoire. Pourquoi pas ? Cela est tout de même plus honorable que de devoir servir les intérêts de la colonisation ou, pour des raisons exactement inverses, d'enfermer la présence française en Algérie dans le carcan d'une "nuit coloniale". Pour être immense, la tâche qui consiste à créer les conditions d'un vivre ensemble harmonieux et républicain sur les décombres de cent trente-deux ans de colonisation, dont sept années d'une guerre atroce (sans parler des siècles de suspicion entre Chrétienté et Islam), semble plus réaliste que le pari du général de Gaulle. Du moins en France.

M. H.

Journaliers et Au pays des sables Isabelle Eberhardt

Joëlle Losfeld, 2002, 281 p. et 185 p., 10 et 9,5 euros

► Voici une occasion de retrouver avec Isabelle Eberhardt une figure emblématique de l'Algérie, pays à l'honneur en cette année 2003. L'auteur de *Journaliers* s'attache ici littéralement à cette partie de l'Afrique du Nord, elle qui se donne dans tous les sens du terme à la religion dominante et à un homme de cette contrée. Elle se donne à l'Islam, mais aussi au désert et, surtout, elle recourt à un stratagème lourd de retombées pour sa vie. Elle adopte une identité masculine et s'habille, s'affiche en

homme. Elle pense et s'exprime dans ses écrits en tant que tel.

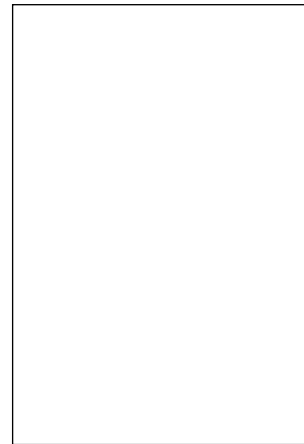
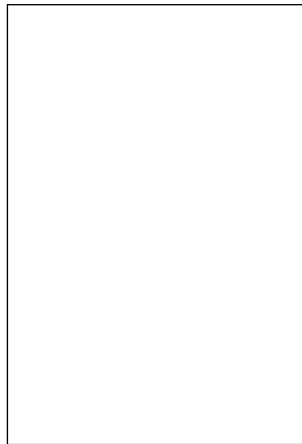
On se prend au jeu et l'on en oublie cette question d'identité. On la découvre par les jours qu'elle raconte et au fil desquels on perçoit une humeur qui varie peu. Elle rapporte parfois un détachement qui confine à l'ennui, mais pour l'essentiel ses états d'âme fluctuent entre une insatisfaction récurrente et l'attente de retourner au Maghreb. Elle ne cesse de se répéter tout ce qu'elle devrait faire. On entend bien cette répéti-



tion que chacun traîne avec lui et qui d'une certaine manière organise notre rapport au temps passé et à l'avenir. Isabelle Eberhardt se pousse à réaliser un programme d'écriture et de lectures, toujours inachevé. Tout en narrant les péripéties du quotidien, elle pointe ce qu'elle devrait relire, ou terminer. Son présent se ressent d'une sorte de décalage, et d'une lourdeur qui nous deviennent intimes. Les jours ne se suivent pas : le journal n'est pas tenu scrupuleusement, mais le ton n'en est pas pour autant heurté. L'écriture, au contraire, est fluide et elle coule, à l'instar des jours. Les temps, les étapes, se succèdent entre Genève, Marseille et l'Algérie, depuis la Sardaigne jusqu'aux pistes du Sahara. Les états d'âme se devinent ou sont mis en avant. On la suit, on erre et on attend le retour vers le Sud. Parfois le style est télégraphique, mais la mélancolie et la douceur prédominent et constituent un fil conducteur. Il y a des moments de bonheur, sans que disparaisse vraiment un désenchantement à la mesure de sa recherche d'absolu.

Journaliers est un dévoilement intime, et nous rend attachante cette femme qui connaît l'amour et l'engagement mystique. Ce premier ouvrage couvre les années 1900-1903. C'est au cours de cette période que l'auteur rédige *Au pays des sables*, un recueil de seize nouvelles consacrées à l'Algérie et inspirées d'un premier long séjour au Sahara en 1902. Nouvelles qui poursuivent les thèmes du voyage et de l'attachement.

Abdelhafid Hammouche



Littérature

Crise d'asthme Etgar Keret

Traduit de l'hébreu par Rosie Pinhas-Delpuech
Actes Sud, 2002, 210 p., 18 euros

► Âgé de seulement trente-cinq ans, Etgar Keret est déjà un auteur à succès en Israël, aussi bien comme écrivain que comme auteur de bandes dessinées, scénariste ou cinéaste. Non content de vendre ses livres à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, Etgar Keret voit *Crise d'asthme* inscrit au programme des universités. Le jeune homme, amateur de promenades sur la plage de Tel-Aviv, est devenu, bien malgré lui, le symbole d'une génération d'écrivains qui a chamboulé la langue en la dépouillant de sa sacralité et bousculé les fameux mythes fondateurs de l'État d'Israël, au grand dam de ses aînés en écriture (A. B. Yahoshua ou Amos Oz). *Crise d'asthme* rassemble près de cinquante nouvelles, extrêmement courtes et percutantes. Mêlant fantastique, dérision, réalisme ou poésie, elles décrivent, parfois avec

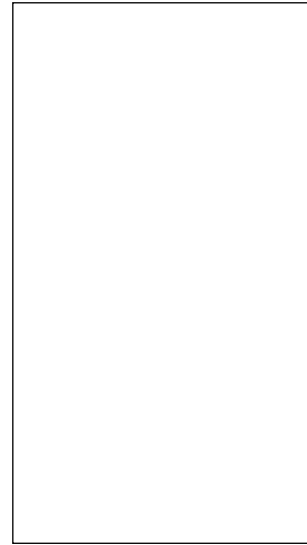
cruauté, nos dérives égoïstes, la déshumanisation des rapports et la quête, souvent vaine et illusoire mais toujours indispensable, de ces valeurs et sentiments qui donneraient un sens à des existences sans perspective, abîmées par la solitude, la dépression, le culte des apparences, l'instrumentalisation des mémoires et des identités ou la violence.

C'est dans ce recueil que se trouve la fameuse nouvelle intitulée *Des chaussures*, où Etgar Keret raille l'enseignement – et peut être la manipulation – de la mémoire, à travers le cadeau d'une paire d'Adidas à un jeune israélien qui vient d'apprendre, à l'occasion d'une visite scolaire à un mémorial de la Shoah, que les produits allemands sont "*fabriqués avec les os, la peau et la chair des juifs morts*". Du coup, le gamin,

dont le grand-père est mort dans les camps nazis, croit marcher et devoir jouer au football sur les restes de son aïeul !

Qu'il s'agisse de *Cran d'arrêt*, de *La Copine de Corby*, d'*Exclusivité* ou de *Buffalo*, la présence arabe ou palestinienne dans les textes de ce recueil marque toujours et exclusivement l'irruption, à un degré ou à un autre, de la violence. Sans doute est-ce là l'illustration des propos révélateurs de l'auteur, rapportés dans *Télérama* du 20 novembre dernier : *"Les seuls Palestiniens que l'on connaît sont ceux qui viennent se faire exploser; les seuls Israéliens qu'ils connaissent sont des soldats armés jusqu'aux dents."*

Pourtant, malgré les violences diverses et la mort qui reviennent de nombreuses fois, ces récits ne sont nullement sombres. Même si la bonté demande à disparaître, parce qu'elle n'aurait plus sa place dans la société des hommes, dont les compliments et les cris admiratifs ne parviennent plus à masquer l'hypocrisie, la bonté donc, comme la conscience de l'autre, l'amitié, ou l'amour... forment le cœur de ces nouvelles. Leur évocation répétée aiderait-elle à les dégager des gaines dans lesquelles nos sociétés les enserrent toujours plus douloureusement, jusqu'à l'asphyxie ? Quoi qu'il en soit, et telles des bouffées de Ventoline, Etgar Keret distille les mots avec parcimonie. Il s'agit de ne pas les gâcher, d'éviter



de les galvauder pour leur restituer toute leur importance, celle de l'air pour l'asthmatique en pleine crise : la vie même. *M. H.*

**► Retrouvez
Hommes & Migrations sur le web
www.adri.fr/hm**

**► Et aussi sur :
www.revues-plurielles.org,
le site des revues de l'interculturel
et des migrations**

Londres, mon amour Hanan El-Cheikh

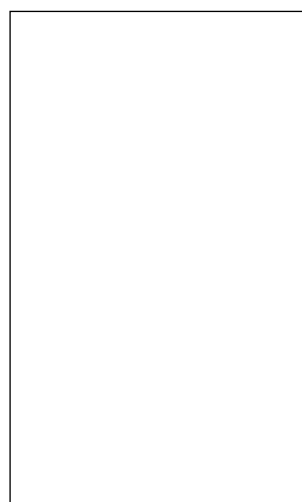
Traduit de l'arabe (Liban) par Rania Samara
Actes Sud, 2002, 325 p., 21,90 euros

► Avec sa nouvelle "Je balaie les terrasses du soleil", parue en 2000 dans le recueil intitulé *Le Cimetière des rêves*, la romancière libanaise installée à Londres abordait pour la première fois l'univers de l'immigration. Elle y revient avec ce roman drôle et tendre, mais parfois un peu long. Il met en scène quatre personnages exilés dans la capitale anglaise, évoluant dans le microcosme de la diaspora arabe, davantage levantine que maghrébine, plus magnats du pétrole et de la finance ou familles princières adeptes des palaces que pauvres bougres et autres drilles réduits aux bouis-bouis communautaires. Amira, la Marocaine, est la plus volubile. Prostituée de luxe au grand cœur, en stratège et comédienne elle s'applique à berner "son" monde aristocratique en se faisant passer pour une princesse. Son amie Nahed vient d'Égypte. Elle a laissé tomber la danse pour, elle aussi, faire commerce de ses charmes. Mais, ravagée par l'alcool, la dépression et la maladie, son crédit s'amenuise chaque jour un peu plus. Samir, tout juste débarqué du Liban, s'adonne en toute liberté à une insatiable et dévorante passion homosexuelle. Au point que notre joli et fantasque mignon en oublie qu'à Beyrouth il est marié et plusieurs fois père. Lamis est Irakienne et, ne supportant plus sa condition d'épouse arabe, a bravé interdits et pressions familiales pour divor-

cer. Femme seule dans Londres, Lamis, dont les relations avec les Anglais pur sucre se limitaient à quelques médecins, rencontre Nicholas, un spécialiste en arts islamiques. Ce petit monde évolue avec ses soucis et ses petits bonheurs. L'exil n'est pas rose et la jovialité d'Amira ou l'insouciance de Samir ne peuvent faire oublier leur solitude et les incertitudes du lendemain. Sans complaisance, Hanan El-Cheikh brosse un tableau mi-figue, mi-raisin de cette immigration particulière. Après s'être affranchie des contraintes imposée par sa société d'origine, Lamis s'efforce de s'intégrer à l'Angleterre, quitte à se renier en partie. Londres devient alors l'autre personnage du récit. L'acculturation s'accompagne d'interrogations et de doutes identitaires, de même

que cette relation amoureuse doit payer le prix de l'incompréhension culturelle et surmonter quelques interdits et non-dits.

Mais, comme le dit Amira, "*Je suis un être humain avant d'être une femme arabe*"... Que les esprits chagrins se rassurent, l'optimisme du roman n'évacue pas pour autant les obstacles que les hommes savent dresser entre eux. M. H.



Mille ans, un jour Edmond Amran El Maleh

André Dimanche, 2002, 184 p., 16 euros

► C'est par l'évocation d'un prénom que l'on entame le voyage auquel nous convie l'auteur. On approche le personnage, un peu insaisissable, par étapes. Le récit nous conduit au Liban et à ses meurtrissures, puis au Maroc et ailleurs, dans ce monde de la Méditerranée cher à l'auteur. On navigue dans l'Histoire, celle du monde Arabe, celle de l'Europe des années trente et de ses débordements sur le monde, celle des entremêlements entre ces différentes régions. L'Afrique du Nord

est évidemment bien présente et, par endroits, le récit se fait plus local avec tout un lot de personnages, de lieux, de ruelles et de relations.

Edmond Amran El Maleh, qui fut militant politique et enseignant avant de se donner à l'écriture, poursuit avec *Mille ans, un jour* un récit qu'il a entamé avec *Parcours immobile*. On retrouve dans son style le reflet des multiples appartenances qu'il revendique.

A. H.